



Arabie Saoudite : faux ami ou vrai ennemi ?

Pierre Conesa

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2017/3 Automne** , PAGES 61 À 69
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365677202

DOI 10.3917/pe.173.0061

Date de mise en ligne : 06/09/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-3-page-61?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Arabie Saoudite : faux ami ou vrai ennemi ?

Par **Pierre Conesa**

Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire, est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Docteur Saoud et Mister Djihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite*, Paris, Robert Laffont, 2016.

Avec sa présence à Bahreïn, son intervention au Yémen, ses relations avec l'Iran, ou l'isolement du Qatar, l'Arabie Saoudite semble s'affirmer comme un État perturbateur, diplomatique et religieux, au Moyen-Orient. La diplomatie religieuse du wahhabisme joue un rôle central dans la stratégie de Riyad. Tout comme une stratégie de l'information, véritable dispositif d'influence, qui vise à orienter en sa faveur les opinions et les décideurs des grandes démocraties.

politique étrangère

En peu de temps, la question saoudienne a occupé la une de tous les grands médias, et a fait l'objet d'une attention accrue de plusieurs *think tanks*, gênés d'avoir tant détourné le regard du rôle religieux de la capitale mondiale du salafisme. À la lecture de certains sites et revues spécialisés, on reste en effet étonné d'une grille de lecture axée sur les actions de la diplomatie officielle de Riyad, sur les différends qui agitent la vaste famille royale pour savoir si un « jeune » pourrait venir perturber le congrès d'anciens qui préside à l'ordre de succession au trône, ou sur les pompeuses initiatives économiques lancées par le jeune roi pour transformer une Arabie Saoudite en crise (le plan « Vision à l'horizon 2025 »). Sur le rôle religieux de ce pays, rien...

L'Arabie Saoudite, État perturbateur ?

Certes, la brutale *hubris* guerrière du royaume, désignant l'Iran comme matrice du « terrorisme international », enlisé au Yémen, et maintenant engagé dans un blocus contre le Qatar, inquiète quelque peu les chancelleries occidentales. Mais pas au point qu'elles se demandent pourquoi les forces armées saoudiennes, qui ne manquent pas de moyens, en déploient tant contre le voisin du Sud (une centaine d'avions de combat) et pas du tout contre Daech. Mutisme en Europe, et soutien explicite à la Maison-Blanche. On cautérise à coup de lettres d'intention, ou de promesses de

contrats : « 10 milliards de dollars » après le voyage de Manuel Valls en octobre 2015¹, ou beaucoup plus (« 380 milliards de dollars ») après le voyage de Donald Trump.

Et pourtant, aucun des commentateurs économiques ne s'interroge sur la façon dont le royaume, qui continue sa politique de bas prix du pétrole afin de tuer le gaz de schiste américain et le rival iranien, pourrait honorer de tels engagements. Riyad vient tout de même de lever 17,5 milliards de dollars d'emprunts obligataires – la plus grosse émission obligataire jamais réalisée par un État. Avec ces promesses, les dirigeants saoudiens achètent des anxiolytiques à crédit, c'est-à-dire les garanties de sécurité que sont censés leur offrir leurs fournisseurs.

Si les États occidentaux ne se montrent guère critiques à l'égard de l'Arabie Saoudite, les condamnations à l'encontre de l'aventurisme saoudien se multiplient, en revanche, dans les pays arabes et musulmans. Alger a refusé de rallier la coalition antiterroriste constituée par Riyad, considérant que la propagation du salafisme était largement responsable des dix années noires de la guerre civile. Les dirigeants algériens ont également émis de sérieuses réserves sur la décision de la Ligue arabe de classer le Hezbollah libanais comme « groupe terroriste », ainsi que sur la condamnation de Téhéran par l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Ils s'opposent à l'option saoudienne du *regime change* en Syrie, et ne veulent pas envoyer de troupes au Yémen. Le royaume saoudien, qui ne fait pas dans le détail, a déclenché une violente campagne médiatique contre l'Algérie, qualifiée de « traître » ou « d'agent perse ». Il a décidé de punir Alger de son non-alignement en affichant son soutien au Maroc dans le conflit du Sahara occidental, et en annonçant des projets d'investissement dans les territoires sahraouis.

Riyad vient en outre d'ouvrir un nouveau front contre le Qatar, accusé de disposer, entre autres, de la chaîne d'information en continu Al-Jazeera, qui délivre des informations sur les monarchies du Golfe (sauf, certes, sur celle des Al-Thani), sur Daech ou, en d'autres temps, sur Al-Qaïda. Doha est également pointé du doigt pour ses relations avec les Frères musulmans – que Riyad a fait classer « groupe terroriste » –, et pour sa diplomatie d'équilibre entre les deux capitales du golfe Arabo-Persique. L'ultimatum en 13 points adressé par l'Arabie Saoudite est de toute évidence inacceptable par le Qatar. La Turquie et le Pakistan ont, eux, pris le parti de Doha contre la coalition saoudo-égypto-émirati.

1. Que le lecteur se rassure, « les 10 milliards de dollars » de contrats sont une antienne que l'auteur de ces lignes connaît depuis 1992. Certains projets voient le jour, d'autres jamais, comme les avions de combat que le royaume n'achète qu'aux Anglo-Saxons.

Bref, l'Arabie Saoudite est devenue en quelques années un perturbateur tant diplomatique que religieux. Est-il nécessaire de rappeler aux lecteurs français le commentaire de Kamel Daoud, journaliste et écrivain algérien qui, dans un article du *New York Times* du 20 novembre 2015, synthétisait la problématique : « L'Arabie Saoudite, c'est Daesh qui a réussi² » ?

Dans certains cercles, le constat est déjà ancien. Le diplomate américain Richard Holbrooke affirmait dans une interview parue peu de temps après les attentats du 11 septembre 2001 : « Je pense que l'une des tragédies de cette histoire est que les Saoudiens ont exporté leur problème en finançant des écoles, les *madrasas*, partout dans le monde islamique. Le gouvernement saoudien a deux facettes. La direction politique s'est chargée des questions de finances, de défense, et de contrôle des élites afin d'acheter leur soutien. Aux groupes religieux fondamentalistes ils ont concédé d'autres ministères, comme celui des Affaires religieuses ou de l'Éducation. C'est comme cela que la fracture s'est produite. Donc le gouvernement saoudien a, dans une certaine mesure, poursuivi la politique de main tendue à l'Ouest avec des cadres et ambassadeurs sophistiqués et bien éduqués, comme le ministre des Affaires étrangères ou l'ambassadeur à Washington, et, dans le même temps, il a financé grâce à ses immenses revenus pétroliers un ensemble très varié d'actions pour dispenser une éducation uniquement basée sur le Coran³. »

Une diplomatie d'influence

Si l'Arabie Saoudite n'est pas un pays comme les autres, il est intéressant d'analyser les efforts que déploient ses dirigeants pour la faire pourtant apparaître comme un État « normal ». Premier point : la diplomatie religieuse de ce pays est trop occultée. La conférence qui s'est tenue à Grozny en septembre 2016 – à laquelle ont participé le recteur de l'université islamique Al-Azhar du Caire, Ahmed Al-Tayeb, ainsi que 200 dignitaires religieux, oulémas et penseurs musulmans d'Égypte, de Syrie, de Jordanie, du Soudan et d'Europe – a exclu le wahhabisme salafiste de la doctrine du sunnisme, voire du cadre de la communauté sunnite. Les conclusions de cette conférence mentionnent également le rôle des institutions religieuses saoudiennes, en particulier celui de l'université islamique de Médine. En Occident, on préfère souvent accuser l'influence maléfique de Vladimir Poutine plutôt qu'analyser les faits. Alors que l'action religieuse saoudienne est dénoncée dans nombre de pays musulmans, elle est pratiquement exclue du champ de l'analyse académique⁴ et diplomatique en Occident.

2. K. Daoud, « L'Arabie saoudite, un Daesh qui a réussi », *The New York Times*, 20 novembre 2015, disponible sur : <www.nytimes.com>.

3. Interview disponible sur : <www.pbs.org>.

4. À l'exception des excellents travaux de Nabil Mouline.

Le recrutement d'étudiants en religion

On a du mal à mesurer l'intensité de la diplomatie religieuse du wahhabisme, dont certains évaluent le financement entre 5 et 8 milliards de dollars par an, soit autant que les achats d'armement. Nulle analyse n'est faite sur la politique de recrutement d'étudiants en religion par l'université islamique de Médine. Pourtant, les 30 000 cadres religieux (ou commissaires politiques) formés par cette nouvelle « université Lumumba » du *soft power* saoudien, constituent une force importante. Certains vont, par exemple, se déployer dans toute l'Afrique francophone. À la tête du Haut Conseil islamique du Mali, Mahmoud Dicko, ancien étudiant de cette université, a refusé de condamner les auteurs de l'attentat de l'hôtel Radisson Blue de Bamako du 20 novembre 2015, expliquant : « Dieu est en colère. Les hommes ont provoqué Dieu. Ils ont demandé et exigé même la promotion de l'homosexualité⁵. » Le Quai d'Orsay n'a pas commandé d'étude de fond sur la Ligue islamique mondiale, son action, ses financements sa gestion et ses orientations.

Second point : les agissements saoudiens en matière de financement du terrorisme et de diffusion de l'idéologie salafiste djihadiste sont largement passés sous silence. Des agences saoudiennes ont pourtant acheté des armes dans d'anciens pays de l'Est, qui se retrouvent étrangement entre les mains des combattants de Daech⁶.

Faut-il voir dans le silence gêné des capitales occidentales le résultat d'un lobbying saoudien ? Aux États-Unis, les dépenses de relations publiques saoudiennes ont brutalement augmenté après le 11 septembre 2001. Le gouvernement saoudien⁷ a rassemblé une longue liste d'experts américains et de lobbyistes pour renforcer sa communication auprès des journalistes, et influencer les décideurs, toutes couleurs politiques confondues.

Depuis 2014, le régime a ainsi rémunéré les groupes et individus suivants⁸ : la société de lobbying Podesta Group, Norm Coleman, ancien sénateur du Grand Old Party, qui dirige un Super PAC [comité d'action politique] républicain, H. P. Goldfield, lobbyiste du cabinet d'avocats

5. « Mali : l'imam Mahmoud Dicko suspecté de faire l'apologie du terrorisme », *RFI*, 2 décembre 2015, disponible sur : <www.rfi.fr>.

6. G. Dasquié, « Sur la piste des armes de Daech », *Journal du Dimanche*, 14 juillet 2017, disponible sur : <www.lejdd.fr>. L'article de Guillaume Dasquié résulte d'une longue enquête à partir des bases de données de référencement des armes trouvées dans les arsenaux de Daech.

7. L. Fang, « Saudi Arabia Continues Hiring Spree of Lobbyists, Retains Former Washington Post Reporter », *The Intercept*, 21 mars 2016, disponible sur : <<https://theintercept.com>>.

8. E. Jashinsky, « Saudi Arabia's Fleet of Lobbyists and Consultants Includes the Podesta Group, other Powerhouse Firms », *The Washington Examiner*, 21 juin 2017, disponible sur : <www.washingtonexaminer.com>.

Hogan Lovells et vice-président du Albright Stonebridge Group de Madeleine Albright, Edelman, un poids lourd des relations publiques, Targeted Victory, un cabinet de conseil fondé par d'anciens assistants de la campagne présidentielle de Mitt Romney, ainsi que deux grands cabinets d'avocats employant d'anciens fonctionnaires du gouvernement, DLA Piper et Pillsbury Winthrop Shaw Pittman. La société Podesta Group – rémunérée 140 000 dollars par mois et dirigée par un collecteur de fonds pour la campagne d'Hillary Clinton – travaille essentiellement sur les quotidiens et les chaînes de télévision nationales. Elle a, en sus, contacté des membres du Congrès et de la Chambre des représentants, des partis et des centres de recherche, et même des lobbyistes israéliens. Michael Pregent, chercheur au Hudson Institute a publié le 20 avril 2016, dans *Foreign Policy* un long article intitulé : « L'Arabie Saoudite est un grand allié des États-Unis⁹ » : « L'Arabie Saoudite ne soutient pas le terrorisme – en fait elle a été un allié dans le combat contre Al-Qaïda, et reste essentielle pour détruire l'État islamique. » Étonnante analyse, aucune troupe saoudienne ne participant à la coalition militaire contre Daech...

Au-delà de l'action personnelle de l'ambassadeur saoudien à Washington, le régime décline son action d'influence sur plusieurs terrains : dons à de grandes fondations présidentielles au nombre desquelles la Fondation Clinton¹⁰ ; financement de chaires universitaires sur le Moyen-Orient et l'islam ; invitations de parlementaires, etc. Le royaume fait appel à Barbour Griffith and Rodgers (BGR Government Affairs), société fondée par l'ancien président du Comité national républicain Haley Barbour, pour aider au « rayonnement du Centre d'études et des affaires médiatiques de la Cour royale saoudienne ». Le dispositif inclut les services de Jeffrey Birnbaum, ancien journaliste au *Washington Post* puis à Fox News, qui couvrait l'action des lobbies, et d'Ed Rogers, ancien fonctionnaire de l'administration Reagan. Dernier contrat en date d'une longue série, ces deux dernières années.

Podesta Group, BGR Government Affairs, DLA Piper et Pillsbury Winthrop ont agi de concert – explique le *Washington Post* – pour contrer la proposition des candidats démocrates Hillary Clinton et Bernie Sanders de soutenir un projet de loi qui permettrait aux familles des victimes des attentats du 11 Septembre, de « poursuivre en *class action*

9. M. Pregent, « Saudi Arabia Is a Great American Ally », *Foreign Policy*, 20 avril 2016, disponible sur : www.hudson.org.

10. Largement décrite dans mon livre *Docteur Saoud et Mister Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite*, Paris, Robert Laffont, 2016.

des gouvernements étrangers » soupçonnés d'avoir participé à des actes terroristes. Durant la phase finale du processus, c'est-à-dire après le vote du Congrès, et dans l'attente du veto possible du président Obama, le Centre d'études et des affaires des médias à la Cour royale saoudienne a signé en urgence un contrat avec la société SRG LLC, Relations gouvernementales et lobbying – d'une valeur de 45 000 dollars par mois pour la période du 18 septembre au 18 décembre 2016 –, afin d'« élaborer un plan qui convaincrerait les responsables américains de la valeur du partenariat privé américano-saoudien, et de l'importance de l'Arabie dans la garantie des intérêts économiques et sécuritaires sensibles des États-Unis ». Finalement, en revenant aux bonnes vieilles méthodes, le gouvernement saoudien aurait menacé de vendre jusqu'à 750 milliards de dollars de bons du Trésor et autres actifs américains si le projet de loi était adopté. Pour calmer le jeu, un porte-parole de la Maison-Blanche laissait entendre qu'Obama opposerait son veto au projet.

Faire taire les critiques

L'argent sert aussi à faire taire les critiques croissantes à l'encontre des évolutions internes du royaume. Lorsque l'ayatollah chiite saoudien Nimr Baqr Al-Nimr, opposant critique mais pacifique au gouvernement, a été exécuté en janvier 2016, le groupe Podesta a aidé à la réplique médiatique du régime, détournant une citation du *New York Times* pour qualifier Al-Nimr de « terroriste ». D'autres consultants américains travaillant pour l'ambassade d'Arabie Saoudite ont utilisé les médias sociaux, et se sont évertués à justifier l'exécution. Pourtant, lors des manifestations de 2011, l'ayatollah avait clairement appelé à la non-violence : il dénonçait simplement la discrimination des chiites dans le royaume, et demandait qu'on leur accorde la plénitude des droits civiques. En 2012, il avait condamné le régime syrien. Il a, lui, été condamné en mai 2015, à la décapitation et à la crucifixion en place publique. 45 décapitations publiques ont eu lieu en même temps que celle d'Al-Nimr.

Les vidéos d'exécution publiques sont malheureusement nombreuses sur YouTube, et quelques documentaires récents vont encore plus loin. En particulier, « L'Arabie Saoudite à nu » ou « Arabie Saoudite : les liaisons dangereuses¹¹ » diffusées cette année sur Arte, montrent en caméra cachée, nombre d'épisodes de violations des droits de l'homme : décapitations publiques, police religieuse battant des femmes dans la rue, destructions d'instruments de musique, enfants apprenant dans les écoles

11. Voir la vidéo sur : <www.youtube.com>.

à haïr juifs, chrétiens ou musulmans chiïtes, etc. On mesure à travers ces exemples la difficulté du travail des cabinets de lobbying chargés de défendre le régime saoudien. Autres dossiers tout aussi complexes pour les lobbyistes : l'explication du rôle controversé de l'Arabie Saoudite en Syrie et Irak, de son intervention au Yémen, et enfin de son inaction contre les financiers privés des groupes islamiques radicaux tels que l'État islamique¹².

Un pont a, dans ce domaine, été lancé entre les États-Unis et la France : MSL est devenue une filiale-fusion de Publicis Consultants et Manning Selvage & Lee. La nouvelle entité Qorvis MSLGroup travaille pour Riyad depuis plus de dix ans, afin d'expliquer la « politique des droits de l'homme » du royaume. Il s'agissait au départ d'un contrat modeste (40 000 dollars par mois pour MSLGroup/Qorvis), dont les honoraires ont augmenté de façon spectaculaire. En 2016, Qorvis a facturé sept millions de dollars à l'ambassade d'Arabie Saoudite pour ses frais de dépôt semi-annuels, soit plus de deux fois le montant facturé lors du cycle précédent.

L'action des cabinets de lobbying

Il restait à compléter le dispositif. « Depuis plusieurs mois, quatre agences de communication et de relations presse françaises : Publicis¹³, Image 7, Edile Consulting et une autre dont le nom n'a pas filtré (fortement liée à Israël selon certaines sources), se sont vues confier par le royaume la mission d'améliorer l'image de Riyad dans l'Hexagone » révèle le mensuel *Challenges*¹⁴. Selon Edile Consulting, « les Saoudiens sont incompris des Français, beaucoup de préjugés infondés sont véhiculés dans les médias ; ils veulent faire tomber ces clichés ».

La phrase est signée d'une ancienne porte-parole d'un candidat à la primaire socialiste de 2017, qui dirige ELN Technology Edile Consulting, société spécialisée dans les relations presse et qui compte également le Qatar au nombre de ses clients. Cette porte-parole a participé à la campagne présidentielle de 2012 ; elle fut aussi candidate aux élections départementales, et recrutée au ministère de la Justice comme chargée

12. Voir dans le livre *Docteur Saoud et Mister Djihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite*, la liste des ONG que Washington a demandé à Riyad de fermer après le 11 Septembre – et en particulier l'encart « La nébuleuse Al-Haramain » (p. 95 et suivantes) – et les quelques centaines d'ONG humanitaires associées.

13. Élisabeth Badinter, présidente du conseil de Publicis, a par ailleurs appelé au boycott des entreprises qui se lancent dans la mode islamique.

14. A. Izambard, « Comment l'Arabie Saoudite veut redorer son image en France », *Challenges*, 1^{er} avril 2016, disponible sur : <www.challenges.fr> et A. Izambard, « Les mauvais comptes de la France en Arabie Saoudite », *Challenges*, 3 juillet 2017, disponible sur : <www.challenges.fr>.

de mission pour l'accès au droit et l'aide aux victimes. Revenue au privé, elle a récemment signé un contrat avec la représentation saoudienne à Paris, et a publié *L'Arabie Saoudite, ce pays méconnu* (L'Harmattan, 2016). Apparemment peu gênée par les contradictions, elle fait l'apologie dans la presse du Forum pour le dialogue des civilisations créé par ce pays, pourtant l'un des plus intolérants de la planète sur le plan religieux. Son rôle consisterait à faire le lien entre la représentation saoudienne et les patrons de presse français, ainsi que les journalistes chargés du Proche-Orient.

Image 7, fondée par une ancienne attachée de presse de l'Élysée sous Valéry Giscard d'Estaing, a permis à trois journalistes de couvrir un exercice militaire important, «Tonnerre du Nord», dans le nord-est de la péninsule. «Les Saoudiens nous ont demandé de faire une opération pour montrer la guerre qu'ils livrent aux terroristes», précise-t-elle. «Ils veulent que leur pays soit mieux compris et disent que nos pays ont des cultures différentes, qu'il faut respecter cela.» Étonnante conception de la guerre au Yémen, menée contre les Houthis chiites, mais pas contre Al-Qaïda dans la péninsule arabe (AQPA).

Le soutien des précédentes autorités françaises à cette politique d'influence saoudienne a été claire : remise de la Légion d'honneur au chef de la diplomatie saoudienne, silence sur les droits de l'homme, désintérêt sur les massacres au Yémen jusqu'à ces derniers mois ; note très négative du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères contre mon livre¹⁵ m'accusant de «saoudophobie»...

Points d'orgues. Un colloque sur le thème «France et Arabie Saoudite face au terrorisme» a été organisé le 23 mai 2016 à l'Académie diplomatique internationale, présidé par l'ambassadeur et la présidente du groupe d'amitié France-Pays du Golfe au Sénat. Puis, sous la même présidence, un second colloque a eu lieu au Sénat en mai 2016, cette fois sur le thème «Nouveaux visages de l'Arabie Saoudite». Aucune de ces deux conférences n'a jugé bon d'inviter le grand mufti d'Arabie Saoudite, un descendant d'Abd Al-Wahhab, fondateur du wahhabisme, religion officielle du pays qui coupe les mains des voleurs, décapite, opprime les femmes et interdit les autres religions. À Paris, le wahhabisme est une «religion de paix et d'amour»...

15. P. Conesa, *Docteur Saoud et Mister Djihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite*, op. cit.

Le dispositif stratégique d'influence saoudien dans le monde est donc assez fourni. Il a démontré ses capacités avec le décret anti-immigration de Donald Trump, qui excluait de l'entrée aux États-Unis les citoyens de six pays musulmans (dont l'Irak), mais laissait les frontières ouvertes aux sujets saoudiens. Ce dispositif peut impressionner, mais il peut aussi effrayer.



Mots clés

Arabie Saoudite
Wahhabisme
Diplomatie religieuse
Lobbying

